Les ingénieurs, un milieu à la marge de la recherche ou un autre milieu de la recherche ?

L'action de Joliot à la Libération, à la tête du CNRS et du CEA, se compléta d'autres domaines d'interventions, par exemple sa place au conseil d'administration de l'ONÉRA (Office national d'études et de recherches aéronautiques), à celui du Conservatoire national des arts et métiers, par son rôle dans le lancement de la vaste campagne de 1948 pour mobiliser la communauté scientifique « Sur un oubli du Plan Monnet », l'oubli de la recherche scientifique dans le premier Plan de modernisation et d'équipement de la France.
Cet aspect de l'action politique de Joliot est à rapprocher du rôle qu'eurent à la Libération un certain nombre de personnalités intellectuelles et scientifiques, souvent issues des mouvements de la résistance, en particulier de l'UNITEC, l'Union nationale des ingénieurs et techniciens, et proches du parti communiste. Si beaucoup d'entre eux subirent, comme les scientifiques au même moment, comme Georges Tessier renvoyé de la direction du CNRS ou Joliot écarté du CEA, des mises à l'écart qui limitèrent leur rôle dans la durée, ils représentèrent, pris collectivement, une tendance à l'émergence d'une nouvelle couche de serviteurs de l'intérêt public liés au monde scientifique au sens le plus étendu, de la science de laboratoire à la production industrielle.
La CGT fut alors sensible à cette nouveauté et elle tenta de l'organiser à travers la création du Cartel des Cadres tout comme elle voulut lui donner la possibilité d'exister et de s'exprimer à travers le journal qu'elle créa dès juin 1946, à destination de ce milieu, *Travail et Technique*.
Parmi les militants membres de ces professions scientifiques, je pense, bien sûr, au premier secrétaire général du Cartel confédéral qui était un ingénieur de l'École de Physique et Chimie (ESPCI), Roger Pascré, je pense à Pierre Le Brun, ingénieur des Ponts et Chaussées et ancien élève de l'École libre des sciences politiques qui avait été, dans la Résistance, secrétaire général de l'Union des cadres industriels de la France combattante (UCIFC), puis président de l'UNITEC avant de devenir secrétaire de la CGT, ou à René Le Guen, étudiant pendant l'Occupation qui dirigea la Fédération de l'énergie CGT et le Groupement national des cadres (GNC) en 1959 avant de devenir secrétaire général de l'UGICT (Michel Dreyfus, notice de René Le Guen dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris).
Parmi les animateurs de l'UGIC, on relève encore les noms de Marcel Mathieu, docteur ès sciences, chimiste, chef de service au Laboratoire central des services chimiques de l'Etat, fondateur de Jeune Science en 1936, Daniel Florentin, exdirecteur du Service des Poudres et président de l'UNITEC à la Libération, René Picard, polytechnicien, résistant dans la région lyonnaise, directeur des recherches chez Rhône-Poulenc, devenu à son tour président de l'UNITEC, fondateur ensuite, du BERIM avec Raymond Aubrac, Marcel Weill et Marcel Mosnier. Aubrac était ingénieur des Ponts et Chaussées, un des fondateurs du

mouvement Libération, ex-secrétaire général du ministère de la Reconstruction ; Marcel Weill, polytechnicien communiste comme Picard, fut directeur général de la SNECMA ; Marcel Mosnier avait été nommé directeur général de Berliet par le commissaire de la République lyonnais, Yves Farge, pour en organiser la nationalisation. Je pense aussi à René Jugeau, ingénieur ESPCI devenu ingénieur de l'Armement, qui fut le premier directeur général de l'ONÉRA, à Antoine, ingénieur général à EDF, président de l'éphémère Fédération Technique Internationale, symétrique à la FMTS, à Henri Desoille, agrégé de médecine, professeur de médecine du travail à la faculté de médecine de Paris (1949) devenu inspecteur général du travail, à Andréjean, ingénieur ESPCI encore, premier secrétaire général de l'UGIC et secrétaire général du Syndicat National des Industries Chimiques (CGT) en 1946.
À travers la cinquantaine de noms que j'ai inventoriés pour la période 1945-1965, on identifie donc un groupe constitué pour l'essentiel d'ingénieurs de toutes provenances (des Ponts, des Mines, de Polytechnique, de l'ESPCI très souvent, des Travaux Publics de l'Etat, ingénieurs électriciens, chimistes), ayant souvent été chargés de responsabilités dans les service des recherches des grandes entreprises. Par leur nombre et leurs relations mutuelles ils composèrent un réseau social qui ne
demandait qu'à croître en influence lorsqu'il fut démantelé dans les mises à l'écart qui marquèrent les premiers temps de la Guerre froide. Frédéric Joliot appartenait totalement à ce milieu alors en train de se développer, à la fois par sa formation d'ingénieur ESPCI et par ses activités de créateur de laboratoires d'électrotechnique avant la guerre et de constructeur d'appareils, puis de développeur des applications techniques de la physique nucléaire et de maître d'œuvre de la pile ZOÉ, par ses fonctions de dirigeant de grands organismes.

Au-delà, l'action de Joliot à la tête du CEA contribua à l'émergence d'un milieu de chercheurs scientifiques original dont le syndicat de l'énergie atomique CGT fut une des expressions. Ce syndicat groupait toutes les catégories d'agents du CEA, aussi bien les chercheurs, normaliens, agrégés, docteurs, y compris les théoriciens en physique quantique, que les ingénieurs et les techniciens souvent sortis du rang. Il a représenté, au sein du CEA une forme de structuration et d'acquisition d'une conscience collective de ce milieu scientifique en train d'émerger.
Ainsi, pour donner un ou deux exemples, un an après la révocation de Joliot, ingénieurs et cadres signèrent et publièrent collectivement un « Rapport sur le problème du CEA » afin de défendre l'organisme et pour demander que les moyens lui soient donnés de poursuivre la mission pour laquelle il avait été créé, puis, au début de l'automne 1954, une pétition recueillit 665 signatures et fut remise au haut commissaire, Francis Perrin qui avait remplacé Joliot à ce poste. Cette pétition avait été lancée sous l'autorité commune de la CFTC et de la CGT du CEA et portait une appréciation très critique sur les intentions à peine voilées

du gouvernement Mendès France d'aller vers la création d'une bombe atomique française, et elle proposait une autre orientation, axée sur le développement des usages pacifiques de l'énergie nucléaire. Maurice Vaïsse, un historien de l'armée et de la politique de défense française, a vu dans cette entreprise le résultat du poids des communistes au commissariat (Maurice Vaïsse, « Le choix atomique de la France (1945-1958) », dans M. Vaïsse, *La France et l'atome, études d'histoire nucléaire* (travaux du GREFHAN, dir.), Paris, Presses de Sciences politiques, 1992, p. 45.). En fait, elle témoignait, selon moi, de l'existence d'une « culture d'entreprise » qui donnait à la collectivité des travailleurs du CEA, tous « atomistes » ou « travailleurs de l'atome » comme on disait, une cohésion et une certaine idée de leur métier et de leurs missions. Le nombre des signataires dépassait très largement la part des agents du CEA influencés par le PCF. Il y avait chez ces agents une sensibilité commune et une capacité de mobilisation autour de certains objectifs, objectifs de production de l'entreprise ou orientations à venir de celle-ci, qui leur permettait d'exprimer sans détours *« leurs préoccupations et leurs inquiétudes devant un changement d'orientation des recherches atomiques en France qui,* pensaient-ils, *irait à l'encontre des véritables intérêts »* de la France (*« Lettre au Haut-Commissaire »,* 11 pages dactylographiées, Archives ACJC - Dossier Essais.).

En résumé, il y a sans doute eu, au CEA, et Joliot en était très certainement conscient, naissance d'un milieu chercheur, profondément différent de celui qui se développait au même moment au CNRS, différent dans ses pratiques professionnelles, ses recrutements, ses champs de compétences, ses orientations idéologiques et ses formes de mobilisation syndicale. Il en fut d'ailleurs de même dans d'autres secteurs de l'activité scientifique comme dans la recherche agronomique, rattachée au ministère de l'Agriculture, ou dans d'autres organismes ou entreprises (comme l'ONÉRA).

Michel Pinault, *FJC Science et société*, colloque IHSME-CGT, 22 octobre 2008, extraits.